

Les frontières de l'économie sociale

Véronique Medinger,
Objectif Plein Emploi

Le 9 novembre s'est tenu à Paris le 23^e colloque de l'Association pour le Développement de la documentation sur l'économie sociale (Addes) sur le thème: „Les frontières de l'économie sociale se sont-elles déplacées?“

Fondée en 1982, l'Addes s'est imposée comme un lieu permanent de rencontre, de débat et d'émulation entre les différents interlocuteurs intéressés par l'économie sociale (et solidaire-ESS). Étaient cette année au programme, entre autres: le micro-crédit social, les coopératives d'activités et d'emploi, la qualité de l'emploi dans au sein de l'ESS, etc. et différentes communications sur les nouvelles frontières de l'ESS.

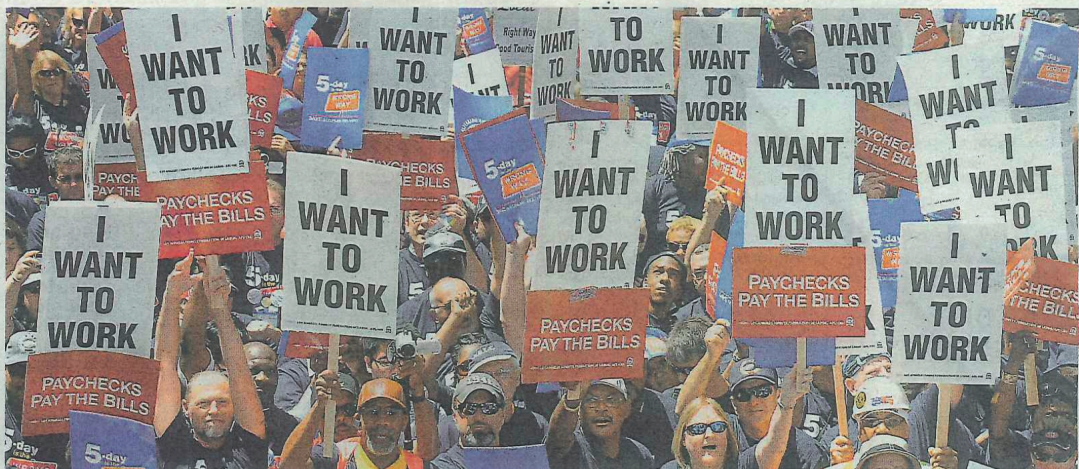
Sur ce dernier thème David Hiez (Université du Luxembourg) et Rémi Laurent („Ecouter le bruit“) abordèrent la question du lien entre l'intérêt général et l'ESS. Sans en avoir l'exclusivité, l'ESS porte historiquement, et même partiellement juridiquement, l'intérêt général dans son rôle d'intermédiation et d'éducation populaire. Les auteurs ont tenté de démontrer qu'elle est en capacité de lier et non d'opposer cette notion avec celle de la satisfaction des besoins de ses membres. Mais dans le même temps ils pointaient le double langage des pouvoirs publics (sensés être garants de l'intérêt général) qui peuvent tantôt s'en réclamer lorsqu'il s'agit de penser les plaies du libéralisme et dans le même temps s'en remettre au marché (sensé assurer le bien-être de tous) pour assurer la fourniture de services sociaux d'intérêt général. La co-construction des politiques publiques le garantirait certainement mieux mais elle reste encore très marginale et les tentatives de dialogues dérivent encore trop souvent vers des tentatives d'instrumentalisation... Pour eux, l'ESS devrait (ré)investir le champ du politique pour pouvoir pleinement remplir sa mission d'intérêt général.

Au Luxembourg le législateur compte décréter dans la nouvelle loi sur les asbl que sont d'utilité publique les asbl qui poursuivent un but d'intérêt général à caractère philanthropique, social, religieux, scientifique, artistique, pédagogique, sportif ou touristique qui dépasse l'intérêt local (!)... Rien que l'omission de l'écologie montre à quel point le législateur est mal placé pour définir l'intérêt général! A quand une véritable concertation avec les acteurs concernés?

Conférence

Le Mouvement écologique et l'OekoZenter Lëtzebuerg en collaboration avec Caritas Luxembourg, le Centre pastoral en monde du travail et l'Institut européen d'économie solidaire organisent une conférence donnée par le professeur Mathias Binswanger sur „La question des valeurs dans la société de demain: croissance économique et recherche du bonheur et du bien-être“ ce lundi 29 novembre à 20.00 h à l'Hôtel Parc Belle-Vue, 5 avenue Marie-Thérèse à Luxembourg-ville.

Paradigmenwechsel in der Sozialpolitik notwendig



Massenproteste von Arbeitslosen in den USA, dem Land, das den ungezügelter neoliberalen Handel in die Welt exportierte

Romain Bieber - OPE

Dies war eine der ad absurdum geführten gängigen Meinungen, die am 12. November in Luzern in der Schweiz bei einer Zusammenkunft der Protagonisten der Solidar- und Sozialwirtschaft aus der Schweiz und aus Luxemburg diskutiert wurden.

An diesen Gesprächen, die auf Vermittlung von Prof. Dr. Isidor Wallimann, ein langjähriger Begleiter des Netzwerkes OPE, zustande kamen, nahmen Romain Binsfeld und Romain Bieber von OPE und auf hohem Niveau, Delegierte von Caritas Schweiz und von regionalen Caritasstellen sowie vom Bundesamt für Sozialversicherungen, von Travail.Suisse (Gewerkschaft), Overall (Sozialfirmen Basel), SAH Basel (Schweizerisches Arbeiter(innen)-Hilfswerk), Assof (Dachverband der Sozialfirmen Schweiz) teil.

Der Anlass für diese Zusammenkunft war, dass aktuell in der Schweiz eine Debatte geführt wird, wie in Zukunft „Sozialpolitik“, auch in Bezug auf das Phänomen Arbeitslosigkeit, ausgerichtet werden soll.

Zu diesem Thema referierten die OPE-Vertreter, indem sie das von ihnen entwickelte solidarwirtschaftlich organisierte Netzwerk in Luxemburg vorstellten und aufzeigten, in welcher Form über die letzten 20 Jahre politische Arbeit und Projektarbeit geleistet wurde, um ein gesellschaftliches Umfeld zu gestalten, in welchem Solidarwirtschaft entstehen kann.

Selektivität wirkt nicht

Relativ schnell wurde allseits erkannt, dass mit den traditionellen und heute angewandten Instrumenten der Sozial-, Arbeits- und Wirtschaftspolitik, welche das Prinzip der Selektivität immer stärker zur Anwendung bringen, dem Phänomen Arbeitslo-

sigkeit nicht beizukommen ist. Die europaweit steigende Zahl der Arbeitslosen spricht hier Bände.

In diesem Sinne wurde prinzipiell zurückgehalten, dass es nicht die Summe der einzelnen Arbeitslosen ist, welche das Phänomen der Arbeitslosigkeit beschreibt, sondern dass es das (neoliberale) wirtschaftspolitische Handeln ist, welches Arbeitslosigkeit hervorbringt und so die Summe der Arbeitslosen definiert.

Daraus schlussfolgernd und in Berufung auf die von OPE entwickelte Strategie der demokratischen und lokalen Schaffung neuer und nachhaltiger Arbeit, wurde von der Schweizer Seite festgehalten, dass es einen Paradigmenwechsel in der Sozialpolitik geben muss, der es ermöglicht, anstatt von zu definierenden Zielgruppen auszugehen, für welche spezielle Eingliederungsprogramme erstellt werden, eine Politik zu entwickeln, welche die Umsetzung lokaler Bedürfnisse

(im Sinne von „social commons“) an den Anfang der Überlegungen stellt und so neue Arbeit für Menschen hervorbringt.

Die Arbeit von OPE fand hier nicht nur eine strategische Anerkennung, es wurde zudem erkannt, dass die Schweiz in puncto Gemeindeautonomie, Wirtschaftsaktivitäten, Immigration, usw., sehr vieles gemeinsam mit Luxemburg hat und dass das Modell OPE eine Ernst zu nehmende Alternative zur aktuellen Sozialpolitik in der Schweiz darstellt und die Gruppe dieses auch in die Schweizer Diskussion einbringen möchte.

Außerdem, und im Bewusstsein, dass Luxemburg einen Delegierten Minister für Solidarwirtschaft hat, wurde abgemacht, dass eine Schweizer Delegation bestehend aus Regierungsbeamten und Mitarbeitern aus Verwaltungen und Projekten nächstes Jahr nach Luxemburg kommen wird, um diese wichtigen Diskussionen weiterzuführen und zu vertiefen.

Interview de Guy Hascoët*, conseiller régional de Bretagne

„Pour être généreux, il ne faut pas être un génie“

Propos recueillis par
Eric Lavillunière - INEES

Eric Lavillunière: Guy, est-ce que tu pourrais te présenter?

Guy Hascoët: „Militant écologiste de tout temps, j'ai été longtemps investi dans les milieux associatifs, y compris dans ceux qui ont tenté tôt de relier la question de l'environnement et la question sociale. J'ai eu la chance d'être élu jeune et d'occuper des responsabilités locales, régionales, environnement, agriculture, transports, action économique. J'ai appris les institutions et la conduite des dossiers sur des sujets variés.“

Cette expérience d'une part et mes engagements m'ont désigné comme le futur secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, après trois ans passés à animer et coordonner notre première représentation parlementaire.“

E.L.: Tu as été secrétaire d'Etat à l'économie solidaire dans le gouvernement Jospin entre 2000 et 2002. Quelles étaient tes ambitions?

G.H.: „Tenter de donner une reconnaissance au thème qui fasse qu'à l'avenir celui-ci soit dans un paysage gouvernemental dès le début du cycle et non pas la



Guy Hascoët

troisième année d'un mandat de cinq. Ceci passait par des améliorations législatives, le soutien aux réseaux et filières, le soutien direct aux porteurs de projets innovants.“

E.L.: Quels sont les principales difficultés qu'il faut surmonter pour mener à bien une telle politique?

G.H.: „Installer un ministère qui n'existait pas est toujours compliqué les premiers mois. L'installation de l'intendance vi-

tale prend la première année la moitié des énergies. Heureusement la dynamique de travail permet de surmonter les obstacles et d'enregistrer des résultats.“

Nous avons vu notamment ancrer notre action dans les territoires au travers de conventions avec les collectivités locales pour pérenniser l'entreprise au-delà de sa prise en compte nationale momentanée.“

E.L.: Tu es membre du parti Europe Ecologie, y a-t-il plusieurs façons de conduire une politique d'économie solidaire selon son appartenance politique?

G.H.: „L'idée de la solidarité au travers de l'acte économique est une idée qui est née dans différents courants de la gauche non centraliste au 19^e siècle. Heureusement la recherche des solidarités a débordé ce camp politique et raisonne aussi chez tous ceux qui ont des valeurs de partage dans leur génétique sociale et spirituelle.“

Il existe au travers de l'apport des écologistes un fort mouvement qui relie développement durable et économie solidaire. Ceci est vrai dans nos pays au travers d'innovation sociale et économique au service des thèmes

environnementaux, encore dans le mouvement de passage dans les pays du sud, de l'économie informelle à l'économie solidaire.“

E.L.: Selon toi quels sont les principaux enjeux de l'économie solidaire actuellement?

G.H.: „Mettre en réseau les acteurs, mutualiser les outils pour qualifier les acteurs au plan formatif, financier, commercial... Créer des mécanismes de franchise solidaire ou d'essaimage des idées justes et des réussites en n'oubliant jamais que les qualités nécessaires pour mener de beaux projets sont insuffisamment réparties et qu'être généreux ce n'est pas demander à chaque acteur d'être un super héros ou un génie. Ce qui est vrai pour l'entreprise est encore plus vrai en économie solidaire.“

Les acteurs doivent s'organiser en fonction de cette réalité condition pour occuper demain une place plus affirmée encore.“

Intervenant lors de la 1^{re} conférence nationale „Vers de nouvelles perspectives pour l'économie solidaire“

le 24/11/2010 au CRP Henri Tudor.